



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

---

## Les revenus agricoles négatifs

Jean-Louis Brangeon, Monsieur Guenhaël Jégouzo, Bernard Roze

### Résumé

Si les déficits provisoires ou conjoncturels sont un phénomène permanent en agriculture, qu'en est-il de la fréquence et de l'ampleur des déficits prolongés, de caractère structurel ? Selon un traitement particulier du RICA pour les années 1987 à 1990, ceux-ci sont le fait d'une exploitation individuelle sur 9 en résultat courant, d'1 sur 10 en résultat de l'exercice. La perte cumulée est de 134 000 F en moyenne. Sans doute un déficit moyen sur 4 ans ne conduit-il pas toujours à une situation financière dégradée et la solvabilité est au total celle de l'unité exploitation-ménage. Pourtant la pérennité des exploitations ayant de tels déficits est menacée.

### Abstract

Negative farm incomes are widespread because of production and price instability, but do structural factors also play a role? On average, net farm income was negative over four years in one in nine individual farms according to special FADN data for the years 1987 - 1990. The average loss was FF 134,000. However, this does not always mean financial hardship: the farm-family unit as a whole may be solvent. Nonetheless the farm's ability to survive is threatened.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Brangeon Jean-Louis, Jégouzo Guenhaël, Roze Bernard. Les revenus agricoles négatifs. In: Économie rurale. N°224, 1994. pp. 32-38;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4690>;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1994\\_num\\_224\\_1\\_4690](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_224_1_4690);

---

Fichier pdf généré le 05/03/2024

# Les revenus agricoles négatifs

Le revenu agricole se caractérise par son instabilité. Aux risques de marché s'ajoutent en effet les aléas climatiques et biologiques. Des régimes d'assurance ont été institués et la politique des prix et des marchés a mis en place des instruments visant à prévenir ou corriger les fluctuations trop amples. Un fonds de calamité agricole a été aussi créé. Les agriculteurs conduisent eux-mêmes des stratégies contre-aléatoires. Cependant le risque de revenu négatif n'a pas été annulé.

Si certains déficits ont un caractère provisoire, conjoncturel ou accidentel, d'autres se prolongent à la suite d'un accident important ou d'un déséquilibre structurel. Seuls les premiers sont généralement connus, étant fournis par les comptabilités annuelles (1). Aussi avons-nous cherché à cerner les déficits qui durent plusieurs années. Le RICA le permet, bien qu'il ne s'agisse pas d'un panel. Les exploitations qui en font partie restent pour une part d'entre elles présentes dans le dispositif pendant plusieurs exercices. Nous avons ainsi établi un échantillon constant pour les années de la période 1987-1990 (2) (3). Mais la question se pose de savoir si la probabilité pour une exploitation d'une part d'entrer dans le RICA, d'autre part d'y rester plusieurs années diminue quand elle est déficitaire ou quand ses déficits deviennent plus nombreux ou plus importants. Par ailleurs, comme le champ est celui des exploitations à temps complet d'au moins 12 équivalents hectares de blé, l'étude ne peut concerner les déficits des unités à temps complet de taille plus petite.

*Au sein de cette population du RICA, les revenus en moyenne négatifs au cours des quatre années 1987-1990 sont-ils rares ou peu importants ? (Section 1). Dans quelle mesure sont-ils source de vulnérabilité des exploitations ? Comment la pérennité de celles-ci a-t-elle été assurée jusque fin 1990, étant entendu qu'une unité déficitaire dispose de divers moyens pour faire face à ses engagements financiers ? (Section 2).*

Le revenu considéré sera le résultat courant dans la première partie ; nous tiendrons compte du résultat de l'exercice dans la seconde. Le but est de fournir une descrip-

tion d'un phénomène mal connu et quelques éléments d'interprétation (4).

L'économie de la répartition distingue et relie le revenu issu de l'activité productive agricole et le revenu plus global des agents constitués en ménages agricoles. En agriculture familiale, une interprétation complète du revenu de l'exploitation agricole implique de prendre en compte le revenu du ménage agricole. Mais seuls l'exploitation et son revenu relèvent du champ du RICA. Le lien entre la solvabilité de l'exploitation et celle du ménage sera cependant évoqué.

## Fréquence et ampleur des déficits pluriannuels

### Une importante minorité d'exploitations concernées

Pour chaque exploitation présente en permanence dans le RICA de 1987 à 1990 (3 138 exploitations individuelles et 260 exploitations en groupement, en effectifs sondés ; 421 286 et 17 316 en effectifs pondérés), la moyenne des quatre résultats courants a été calculée, en francs 1990. L'encadré fournit quelques précisions sur ce qu'est, en comptabilité, un revenu négatif.

Une exploitation individuelle sur neuf (11 %, soit 46 931) a un revenu moyen négatif après déduction des cotisations sociales de l'exploitant. La fréquence est moindre dans les exploitations en groupement mais le nombre d'unités déficitaires est trop faible en cas sondés - onze - pour qu'une donnée comparative puisse être avancée. La suite de l'étude n'est ainsi consacrée qu'aux exploitations individuelles.

Une moyenne négative sur 4 ans peut résulter de combinaisons variées de soldes négatifs ou positifs dans les résultats annuels. Dans la population considérée les résultats annuels ont été quatre fois négatifs pour une exploitation déficitaire

sés pour tenir compte de la distribution croisée du statut de l'exploitation (individuel/sociétaire) et des classes d'âge de l'exploitant.

3. Les résultats du RICA étaient disponibles pour ces années quand cette étude a été commencée.

4. Faire ainsi une étude spécifique des déficits en agriculture risquerait de donner une vue trop pessimiste des revenus agricoles. Est-il besoin de rappeler qu'il existe une agriculture prospère qui obtient des bénéfices importants ? Pour les résultats complets du RICA relatifs à l'ensemble de la distribution des revenus au cours des années 1987-1990, on peut se reporter à Brangeon et al., 1994.

1. Ces chutes du revenu agricole posent des problèmes en fiscalité et en imposition sociale. Rappelons que les bénéfices forfaitaires sont par convention toujours positifs ou, au pire, nuls.

2. La repondération qui a été faite selon une procédure établie par Ph. Guilbert vise à faire coïncider la structure de l'échantillon constant avec celle de la base complète du RICA de 1990, elle-même estimée à partir du RGA de 1988. Un calage a été effectué sur les marges de trois variables : la dimension économique de l'exploitation, l'orientation technico-économique, et la région, en appliquant des plafonds par sous-échantillon, proches de ceux utilisés pour les échantillons annuels du RICA. Quelques ajustements ont été ensuite réali-

**LA NOTION DE REVENU NÉGATIF**

Si on se réfère au « résultat courant avant impôt » le revenu est négatif quand la valeur des produits (vendus, stockés, autoconsommés, investis pour propre compte, plus les subventions d'exploitation et les produits financiers) est inférieure à la valeur des charges (qu'elles soient monétaires : consommations intermédiaires, impôts et taxes sur la production, charges salariales, foncières, financières, sociales i.e cotisations sociales de l'exploitant incluses ; ou évaluées : amortissement, variation des stocks de matières).

Un tel déficit peut se produire malgré les nombreuses aides publiques. Mais les comptabilités sont d'engagement ; elles enregistrent des sommes dues alors que les pouvoirs publics peuvent opérer une prise en charge après coup.

Pour cerner au plus près la notion comptable il faut aussi tenir compte des conventions retenues par le RICA pour calculer les 6 postes suivants : la variation de stocks, l'autoconsommation, l'auto-investissement en biens non agricoles, l'amortissement, les produits et les charges relatifs aux activités para-agricoles exercées sur l'exploitation. Rappelons que les comptabilités fiscales intégrées dans le RICA sont retraitées et alignées sur les conventions du RICA, notamment en ce qui concerne les amortissements, qui sont recalculés selon le mode linéaire, et les variations de stocks.

sur cinq (tableau 1). Une moyenne négative apparaît rarement la conséquence d'une seule mauvaise année (2,6 %) mais résulte assez souvent de deux mauvaises années.

Tableau 1. Répartition des exploitations déficitaires en moyenne sur 4 ans (1987-1990) selon leur nombre de déficits annuels

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA, SCEES-INSEE, dépouillement INRA ; champ des exploitations individuelles.

Les types de déficits sont ainsi variés. Sur 100 exploitations individuelles présentes quatre ans dans le RICA, 2,2 % ont été déficitaires chaque année (9 440) et si 11 % ont un revenu moyen négatif, par ailleurs 36 % ont eu au moins un déficit annuel (tableau 2) (5) (6).

Tableau 2. Répartition des exploitations présentes en permanence dans le RICA de 1987 à 1990 selon leur nombre de déficits annuels

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA, SCEES-INSEE, dépouillement INRA ; champ des exploitations individuelles.

5. Les déficits annuels peuvent être considérés de deux points de vue :  
- sur 100 exploitations présentes dans le réseau comptable toutes les années au cours de telle période, combien ont eu un résultat négatif pendant au moins 1 an ?  
- sur 100 exploitations présentes dans le réseau comptable au cours d'une année donnée, combien ont eu un résultat négatif ? Selon cette seconde optique, 16,2 % des exploitations sont déficitaires en

La majorité (59 %) des déficits annuels dure une seule année ; quatre sur cinq durent soit une année soit deux. Au titre de la relation entre déficit provisoire et déficit durable, indiquons à combien s'établit la probabilité d'une perte moyenne sur 4 ans selon le nombre d'années avec résultat négatif : de 1,5 % quand l'exploitation a un seul résultat négatif, elle passe à 45 % pour deux, 89 % pour trois et bien sûr la totalité pour quatre. Au total, si les déficits moyens sur 4 ans sont beaucoup moins nombreux que les déficits annuels, il ne s'agit pas d'un événement rare ou d'un phénomène mineur.

Les données comparatives manquent pour pouvoir dire si ce constat tient pour partie à un effet de période. La sécheresse au cours des années 1989 et 1990 a pu être un facteur aggravant (7) mais les prix reçus se sont redressés en 1989. Si l'on considère le revenu moyen des années 1987 à 1990, selon les comptes de la branche agricole, il se situe un peu au-dessus de la moyenne de la période 1981 à 1991, sauf en grandes cultures et en viande bovine.

**Des montants très dispersés**

Ces déficits prolongés ne seraient-ils pas tout au moins généralement faibles ? Pour les 46 931 exploitations déficitaires sur 4 ans, la perte annuelle moyenne est de 33 489 F par exploitation ; mais la dispersion est forte (tableau 3), ce qui rend très hétérogène la population des exploitations déficitaires.

Tableau 3. Répartition des exploitations déficitaires en moyenne sur 4 ans (1987 -1990) selon le montant de leur déficit moyen par an (en F 1990)

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA, SCEES-INSEE, dépouillement INRA ; champ des exploitations individuelles.

Les montants des pertes varient en particulier entre des extrêmes très éloignés : de quelques centaines de francs à près de 320 000 F en moyenne par an. La médiane se situe à 20 376 F. Si les notions de petit, moyen et grand déficits sont subjectives, on peut au moins souligner que la distribution est dissymétrique à droite. Pourtant un tiers des exploitations déficitaires ont une perte moyenne de 25 000 F ou plus, soit une perte cumulée d'au moins 100 000 F pour les 4 années. Une sur six a un déficit moyen de 50 000 F ou plus, soit au

1987, 17,4 % en 1988, 14,5 % en 1989, 17,0 % en 1990.

6. Parmi les revenus négatifs d'une seule année, certains peuvent être dus à une erreur dans l'évaluation des stocks.

7. 703.058 dégrèvements fiscaux (pour perte de récolte) ont été attribués en 1990 au titre des sinistres survenus en 1989 et 1990, pour un montant de 638 millions de F. Source : Ministère de l'Agriculture, projet de budget 1992, financement et revenu.

total de 200 000 F ou plus. Or, travailler pendant 4 ans - du fait de plus d'une unité travailleur à temps complet, le plus souvent - avec pour résultat global une diminution même faible du revenu traduit déjà un déséquilibre important.

### Déficits prolongés et taille économique des exploitations

La moindre rentabilité des exploitations de plus faible taille économique (en termes de produit brut, achats d'animaux déduits) se manifeste par une plus grande fréquence non seulement des petits revenus positifs mais des revenus négatifs. Le caractère structurel des déficits prolongés apparaît ainsi. Les résultats en moyenne négatifs sont un peu plus de quatre fois plus nombreux en dessous de 200 000F de produit brut moyen qu'au delà de 400 000F (tableau 4) (8). Cette liaison inverse laisse supposer que les exploitations à temps complet non suivies par le RICA du fait de leur trop faible dimension sont encore plus souvent déficitaires (9).

Même rapporté à l'unité familiale de travail à temps plein (UTANS), le montant de la perte s'élève avec la taille de l'exploitation. Le rapport de la perte au produit brut (en moyenne de 13,6 %) varie, lui, en fonction inverse de cette taille (tableau 4) ; selon une régression linéaire, la liaison est significative, la diminution du taux de perte étant de 0,98 % par tranche de 100 000 F de produit brut.

Tableau 4. Déficits et taille économique de l'exploitation

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA, SCEES-INSEE, dépouillement INRA ; champ des exploitations individuelles.

### L'influence combinée de quelques facteurs sur la probabilité de déficit

Cinq facteurs susceptibles d'augmenter ou de diminuer la probabilité d'un revenu moyen négatif ont été retenus (10). Les deux premiers : l'âge et la formation scolaire la plus élevée (11) du chef d'exploitation sont supposés exprimer l'influence du capital humain. Alors qu'un âge moins élevé

8. Cette relation avec la taille contribue à expliquer pourquoi les exploitations en groupement sont moins souvent déficitaires.

9. Les déficits annuels sont en tout cas apparus plus nombreux quand ils ont pu être calculés pour les très petites exploitations, que celles-ci soient à temps complet ou à temps partiel. Pour les résultats de l'année 1982, cf. Landré, 1984.

est associé à une santé meilleure, un âge plus élevé est source de plus grande expérience.

L'action de la dimension de l'exploitation passe en particulier par le degré d'étalement des frais fixes dont les coûts de mécanisation. L'influence de l'orientation de production tient, elle, à l'état des marchés, le degré de déséquilibre variant selon les produits. Quant à l'endettement, il contribue à augmenter les coûts pour un même produit. Mais si on introduisait l'évolution dans le temps, la variable explicative pourrait devenir une variable expliquée. Au sein de l'échantillon considéré, si tous les niveaux d'endettement sont représentés aussi bien dans les exploitations déficitaires que dans celles à revenu positif, la médiane du taux moyen de la dette sur 4 ans est plus élevée chez les premiers (35 % contre 22 %). La proportion des taux d'endettement égaux ou supérieurs à 50 % est particulièrement grande quand le déficit moyen dépasse 25 000F par exploitation (42 % entre 25 000 et 50 000 F, 55 % au-delà).

Un critère de localisation géographique a été ajouté. Les coûts comparatifs risquent d'être plus élevés dans les zones défavorisées et de montagne ; mais les exploitations y bénéficient de subventions spécifiques.

Un modèle logit a été estimé. L'hypothèse nulle selon laquelle le modèle n'a aucun pouvoir explicatif est rejetée. Le taux de concordance des probabilités prédites et des réponses observées est de 78 %. Les coefficients estimés sont significatifs à 0,1 %, sauf dans un cas (tableau 5).

Les autres facteurs étant constants, les exploitants moins âgés sont moins nombreux à subir des pertes. Le rôle d'une formation scolaire plus élevée n'est pas entièrement celui supposé. La formation la plus faible ne correspond pas à la probabilité la plus forte d'un revenu négatif, les formations agricoles les plus élevées ne sont pas celles qui la font diminuer le plus.

Le rôle de la taille économique de l'exploitation se confirme en termes d'effet propre. Un faible produit fait beaucoup augmenter le risque de perte. Il en est de même d'un taux d'endettement de 50 % ou plus. La fréquence du revenu négatif dépend aussi de l'orientation de production mais relativement peu. Le risque de perte est significativement plus élevé en horticulture, en céréales et grandes cultures, en élevage hors-sol, et moins fort en production laitière. Enfin, c'est un effet négatif qu'exerce en propre une localisation de l'exploitation en zone de montagne ou défavorisée, les autres facteurs étant constants.

### Déficit pluriannuel et pérennité de l'exploitation

Depuis la fin des années 1970, un nombre accru d'exploitations ont connu des difficultés financières et sont devenues insolvables. Le phénomène a pris suffisamment d'ampleur pour que les pouvoirs publics interviennent. Une politique des « agriculteurs en difficulté » a été mise en place après 1980, l'objectif étant de favoriser le redressement des exploi-

10. Pour une analyse plus générale des facteurs des faibles résultats de l'activité agricole à prix reçu égal ou proche, cf. Brangeon et al., 1994.

11. Il s'agit de la formation agricole, de la formation générale et des études techniques non agricoles ; ces dernières ont été rattachées à la formation générale.

Tableau 5. Les facteurs de la probabilité pour une exploitation d'avoir un revenu moyen négatif au cours des années 1987-1990

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA, dépouillement INRA ; champ des exploitations individuelles.

tations quand celui-ci était jugé possible (Blogowski et al., 1989). *Dans quelle mesure les exploitations déficitaires des années 1987-1990 ont-elles été confrontées à un risque d'insolvabilité ?*

De par leur caractère pérenne, ces exploitations déficitaires ont pu faire face, au cours de cette période, aux conséquences de leur manque de revenu. Mais on a déjà vu qu'utiliser la méthode de l'échantillon constant empêche de prendre en compte des exploitations ayant subi une liquidation en cours de période. Il n'en reste pas moins que même un déficit moyen sur quatre ans ne conduit pas nécessairement à une situation financière dégradée (12), même s'il constitue un facteur de vulnérabilité. Le résultat de l'exercice peut être moins mauvais que le résultat courant. D'autre part, une exploitation déficitaire en terme de revenu dispose de divers moyens de faire face à ses engagements financiers. A défaut d'une étude détaillée du tableau de financement, on présentera quelques-uns des facteurs de la pérennité sur une période de quelques années.

### Du déficit courant au résultat de l'exercice

Si le résultat courant est négatif, le résultat de l'exercice peut, lui, être positif. Ce second solde est le premier augmenté des produits exceptionnels (dont la quote-part annuelle des subventions d'investissement, les plus-values sur cession d'actifs) et diminué des charges exceptionnelles (dont les moins values sur ventes d'actifs). Il apparaît que sur 46 931 exploitations individuelles à résultat courant négatif, 16 % sont excédentaires en résultat de l'exercice. Pour les autres, le déficit a plus souvent diminué qu'augmenté. Mais par ailleurs, l'excédent courant s'accompagne parfois d'un déficit de l'exercice. Au total, 40 907 exploitations ont un résultat de l'exercice négatif en moyenne sur 4 ans, soit 9,7 % du total des exploitations individuelles considérées ; pourcentage qui est du même ordre quelle que soit la classe d'âge de l'exploitant.

Avec cet autre solde, le montant moyen de la perte par exploitation se trouve un peu abaissé (32 341 F par an contre 33 489 F), de même que la médiane (19 624 F par an contre 20 376 F). La perte cumulée s'élève ainsi à 129 364 F en moyenne ; elle se situe en dessous de 77 056 F pour la moitié des exploitations déficitaires. L'échelle se situe entre une centaine de F. et un peu plus de 300 000 F par an. Les très petits déficits (moins de 5 000 F par an) ne sont le fait que d'une exploitation sur dix. Comme pour le déficit courant, fréquence et importance diffèrent beaucoup selon la taille économique de l'exploitation.

### Une capacité d'autofinancement qui reste souvent positive

Le déficit de l'exercice dont on vient de faire état est celui qui s'établit après déduction de l'amortissement économique. Or

12. Inversement, un revenu positif moyen sinon élevé peut s'accompagner d'un manque de liquidité.

13. Contre 71 % des exploitations bénéficiaires. Il s'agit ainsi d'un phénomène général. Un groupe à part est celui des exploitations sans remboursement (8 % de l'ensemble déficitaires + bénéficiaires).

14. Dans le schéma comptable du RICA, les cotisations sociales de l'exploitant sont incluses dans le prélèvement brut du ménage. Nous les avons exclues du solde calculé puisque nous considérons un revenu agricole net de cotisations sociales.

ce poste qui est destiné à reconstituer le capital peut servir provisoirement à alimenter la trésorerie. Si dans une optique de cash-flow et de capacité de financement, on ajoute l'amortissement au résultat net de l'exercice, on obtient un solde qui s'avère positif quatre fois sur cinq.

En outre, comparée à la somme cumulée des remboursements des emprunts à long et moyen terme, la somme cumulée des amortissements est plus élevée dans 69 % des exploitations qui ont un déficit net de l'exercice (13). Près de la moitié de ces unités déficitaires (48 %) disposent de fonds d'amortissement supérieurs d'au moins 50 % à ce qui est remboursé. Quand le résultat de l'exercice augmenté des amortissements reste négatif - ce qui est le fait d'une exploitation déficitaire sur cinq - un peu plus d'une fois sur deux l'amortissement cumulé dépasse le remboursement cumulé.

Quel que soit le cas de figure, il faut prendre en compte par ailleurs les prélèvements privés. La vulnérabilité de l'exploitation déficitaire sera moindre s'il y a prise en charge par les ressources privées du ménage.

### Un financement par le ménage ?

Quand l'exploitation a un revenu d'exercice négatif, le ménage auquel appartient le chef d'exploitation peut, lui, avoir un revenu total soit négatif, soit nul, soit positif, compte tenu de ses revenus d'origine non agricole. Mais le RICA ne permet pas de savoir dans quelle mesure le déficit agricole s'accompagne ou non d'un revenu total lui-même négatif, dans quelle mesure le ménage mobilise ses revenus propres et son épargne pour couvrir les mauvais résultats de l'activité agricole. Les relations comptables entre l'exploitation et le ménage sont seulement résumées par un poste qui présente le montant du prélèvement net du ménage sur le revenu agricole ou au contraire l'apport net fait par le ménage (14) (15). L'apport net s'avère bien plus fréquent en cas de déficit (40 %) qu'en cas d'excédent (5 %). De manière plus générale, la fréquence de l'apport net diminue quand le revenu agricole s'améliore. Elle est de 60 % quand la perte atteint ou dépasse 50 000 F ou quand elle est comprise entre 25 000 et 50 000 F, et de 29 % en dessous de ce chiffre (tableau 6). L'éventualité d'un apport net dépend aussi de l'âge de l'exploitant ; la relation est inverse, même à déficit égal. Chez les exploitants âgés de moins de 35 ans (en 1990) en situation déficitaire en moyenne sur 4 ans, 84 % ont un apport net du ménage.

Mais on ne sait quelle opération économique se réalise derrière la donnée comptable. La compensation d'un mauvais résultat agricole pourrait se faire par des résultats d'activités para-agricoles non inclus dans les comptes du RICA ou par des revenus d'activité non agricole ou de propriété (16). La situation des jeunes agriculteurs laisse penser que les salaires acquis par les épouses à l'extérieur de l'exploitation (Brangeon, Jégouzo, 1992) seraient partiellement mobilisés. On sait par ailleurs que certains agriculteurs qui obtiennent de

15. Sur le degré de fiabilité du solde net de prélèvement ou d'apport les points de vue sont partagés.

16. Telle étude américaine (Strickland, 1983) relève une situation particulière, celle où un déficit agricole constitue un moyen pour le ménage de payer moins d'impôt sur le revenu. Il faut supposer que les revenus non agricoles sont alors importants et qu'il s'agit sans doute d'agriculture à temps partiel. Dans une telle hypothèse, les dépenses de production agricole correspondraient à des dépenses de conservation d'un patrimoine familial ou de loisirs. Mais le champ est ici celui de l'agriculture à temps complet.

Tableau 6. Exploitations ayant un déficit de l'exercice en moyenne de 1987 à 1990 : leur répartition selon l'importance de leur déficit et l'existence d'un prélèvement net ou d'un apport net du ménage

## Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA, SCEES-INSEE, dépouillement INRA ; champ des exploitations individuelles.

mauvais revenus agricoles sont contraints d'exercer une profession extérieure à temps partiel. L'apport net peut résulter aussi d'héritages, d'avancements d'hoirie ou d'une désépargne. Cette dernière éventualité est à considérer car il est admis que pour faire face aux fluctuations du revenu agricole, le ménage agricole constitue une épargne de précaution. D'autre part, dans la gestion de leur trésorerie, les agriculteurs peuvent avoir intérêt à emprunter au titre de l'exploitation et à placer au titre du ménage. Mais on ne sait rien du patrimoine privé - et en particulier des actifs de rapport (biens fonciers ou actifs financiers) - des ménages qui ont une exploitation déficitaire en résultat pluriannuel.

Le montant moyen par an de l'apport net est de 46 525 F et la médiane de 30 976 F. La valeur de l'apport augmente significativement quand le déficit de l'exercice s'accroît, le  $r^2$  étant pourtant faible. Un peu plus d'une fois sur deux - et quatre fois sur cinq quand la perte moyenne est inférieure à 25 000 F - l'apport est supérieur à la perte. Ainsi 22 % des 40 907 exploitations déficitaires en moyenne sur 4 ans peuvent avoir leur déficit couvert par des ressources en provenance du ménage. Au total, la majorité des exploitations doivent financer elles-mêmes leur déficit. Elles peuvent s'endetter ou réduire leurs actifs.

### La diminution de l'actif propre

Même quand les exploitations sont déficitaires, la valeur du capital propre engagé dans l'activité agricole est généralement importante, ce qui est un facteur favorable à leur survie. On retrouve ici, sous sa forme extrême, le paradoxe de l'agriculture familiale : un mauvais revenu s'associe souvent à un capital élevé. Estimée en moyenne sur 4 ans, la médiane des actifs propres dépasse un peu 500 000 F chez les exploitations déficitaires (contre 726 428 F pour l'ensemble des exploitations individuelles qu'elles soient déficitaires ou excédentaires) ; près d'une fois sur cinq le montant est égal ou supérieur à 1 million. Mais quelques-unes (7 %) des exploitations au revenu moyen négatif ont aussi un actif propre moyen négatif.

Or, près de huit exploitations déficitaires sur dix ont vu leur actif diminuer en cours de période comme l'indique une comparaison en francs constants (F 1990) entre le capital propre

de début 1987 et celui de fin 1990 (17). La chute a été particulièrement forte pour 14 % d'entre elles, la valeur finale représentant moins du quart de la valeur initiale ; et pour 21 % le rapport est inférieur à la moitié. Pour ces années 1987-1990, plus le revenu moyen de l'exercice est élevé, moins fréquent et moins important est l'abaissement de l'actif propre.

Une partie des exploitations déficitaires a pourtant un actif propre supérieur en fin de période. Quatre sur cinq de celles-ci ont bénéficié d'un apport net du ménage. Les accroissements sont d'autant plus nombreux que l'exploitant est plus jeune ; les diminutions les plus accentuées (de plus de la moitié) surviennent également plus souvent quand l'âge de l'exploitant est moins élevé. Mais ces résultats selon l'âge de l'exploitant sont guère significatifs, compte tenu du faible nombre de cas sondés.

S'agissant de la variation de la dette totale entre début 1987 et fin 1990 (en francs 1990) chez les exploitants au résultat net négatif, les diminutions l'emportent sur les augmentations (61 % contre 39 % ; les pourcentages correspondants étant de 54 et 46 pour les exploitants bénéficiaires). Ceci est à mettre en rapport avec la fréquence du désinvestissement net en cours de période. La chute de la formation du capital affecte l'ensemble de la branche agricole à partir de 1984. On voit ici qu'elle concerne particulièrement les unités déficitaires (76 % d'entre elles de 1987-1990, contre 52 % des bénéficiaires) (18). Quand les exploitations déficitaires ont désinvesti, 70 % d'entre elles ont diminué leur dette. Les deux tiers des unités déficitaires à investissement net positif sont, elles, plus endettées fin 1990. Le groupe qui cumule désinvestissement et endettement accru représente 22 % des 40 446 exploitations sous examen.

A l'époque considérée, un certain nombre d'exploitations avaient disposé d'un capital surdimensionné, en particulier en matériels. D'autre part, la réduction de la capacité de production tire peu à conséquence en fin de carrière. Dans les autres cas de figure, la pérennité future peut se trouver compromise. Tout au moins, pour préciser les évolutions observées, faudrait-il mettre à part le capital foncier.

Au total, la population des exploitations déficitaires apparaît hétérogène à beaucoup d'égards au vu des résultats précédents. Pour déterminer si l'utilisation de quelques critères

17. Dans le RICA les bâtiments et matériels sont évalués à leur coût de remplacement. Les terres en propriété le sont à leur valeur vénale, plus précisément au prix de marché de 1987 ou lors de leur entrée postérieure dans le RICA ; dans les résultats utilisés pour cette étude (mais la correction a été faite dans ceux disponibles ultérieurement), il n'a pas été tenu compte de la variation ultérieure des prix, qui a été le plus souvent une baisse en francs constants. Les données dont nous disposons surestiment ainsi généralement la valeur vénale de l'actif

propre en 1990 y compris pour les bâtiments et les matériels car la valeur de revente est probablement moindre que celle au coût de remplacement.

18. L'investissement net se définit ici comme la différence entre les acquisitions d'immobilisations (dont les terres et y compris les animaux reproducteurs) et, d'autre part, la somme des cessions (mesurées à leur valeur effective) et des amortissements. Pour des données relatives aux investissements hors foncier selon le résultat courant de 1987 à 1989, cf. Guilbert (1991).

conduisait à mettre en évidence quelques grandes sous-catégories, nous avons eu recours à la procédure statistique de classification automatique non hiérarchique (19) (20). On obtient six classes d'exploitations déficitaires, qui représentent 94 % de l'ensemble de celles à résultat d'exercice négatif. Les deux premières, les plus nombreuses (75 %), concernent des unités de taille économique plus faible, modérément endettées ; leur actif propre régresse. Les quatre autres des unités de dimension moyenne ou grande et dont la dette est forte ou très forte ; tantôt le capital propre s'accroît (dont chez les jeunes) et tantôt il se réduit de 1987 à 1990.

### Quelle pérennité pour l'avenir ?

L'avenir des exploitations à déficit prolongé est fonction de plusieurs facteurs : le degré de prolongation ultérieure de la perte, l'ampleur de celle-ci, la possibilité de continuer de réduire le capital propre, la capacité de s'endetter davantage, le degré de permanence de la solvabilité de l'ensemble exploitation-ménage. Actuellement en France, le nombre d'exploitations qui disparaissent chaque année pour cause de défaillance financière n'est pas évalué. Il est sans doute proportionnellement beaucoup plus faible que pour les entreprises individuelles non agricoles. Il en est ainsi en particulier à cause de l'attitude des créanciers, de la politique publique d'aide au redressement, de la capacité de privation des ménages agricoles.

Même quand il n'y a pas liquidation de l'exploitation agricole, la cessation de paiement pour un temps plus ou moins long peut constituer un événement lourd de conséquences. Or, on ignore si parmi les exploitations déficitaires des années 1987-1990 certaines ont des retards de paiement, si certaines ont sollicité et obtenu le concours des pouvoirs publics et bénéficient d'un plan de redressement. Il est sûr qu'au moins quelques-unes d'entre elles sont des exploitations « non redressables ».

Les études sur les « agriculteurs en difficulté » ne se sont pas référées jusqu'à présent à la notion de déficit prolongé. Les exploitations en difficulté n'ont été réparties que selon leur revenu agricole d'une année donnée, les déficits considérés étant ainsi les seuls déficits annuels. On trouve un exemple chez Blogowski et al. (1989) : en Loire-Atlantique, en 1987, les exploitations déficitaires représentent 5 % des exploitations sans incident de paiement et 11 % de celles avec incident. S'il n'existe qu'un recoupement partiel en termes de déficit annuel, le lien ne serait-il pas plus fort avec les déficits pluriannuels ? Nous avons vu en effet que toutes les exploitations ayant un déficit au cours d'une année ne sont pas déficitaires en moyenne sur plusieurs années, et que parmi les exploitations non déficitaires telle année certaines ont un résultat négatif en moyenne au cours de telle période.

Des investigations complémentaires au RICA seraient nécessaires pour savoir si les exploitations avec petit, moyen ou grand déficit pluriannuel ont déjà des impayés ou sont au bord de la cessation de paiement. On peut tout au moins utiliser les critères proposés par Colson et al. (1994) pour déterminer le risque de défaillance financière. Il s'agit de la charge d'endettement (rapport du service de la dette au produit brut), de l'autonomie financière (rapport de la dette totale à l'actif total, actif foncier inclus) et de la liquidité (rapport de la dette à court terme à l'actif circulant). L'exploitation est classée

comme à risque élevé de défaillance si un critère au moins atteint un seuil critique et que les deux autres franchissent un seuil d'alerte (21).

Il apparaît que 26 % des exploitations en moyenne déficitaires sur 4 ans entrent dans cette catégorie contre 7 % des exploitations qui ont un résultat de l'exercice en moyenne positif. La vulnérabilité de l'exploitation engage d'autres éléments financiers que son revenu pluriannuel. Il n'en reste pas moins qu'en général meilleur est le résultat moyen de l'exercice, moins souvent l'exploitation est en situation financière fragile. Il en est ainsi pour 50 % d'entre elles quand la perte annuelle moyenne s'élève à 40 000 F ou plus, 19 % quand cette perte est inférieure à 40 000 F. La fréquence diminue quand le résultat positif s'élève, le minimum étant de 3 % pour un résultat égal ou supérieur à 75 000 F.

### Conclusion

Les données qui peuvent être extraites du RICA pour des exploitations individuelles suivies pendant plusieurs années fournissent une première analyse statistique des déficits prolongés, alors que généralement seuls les résultats négatifs provisoires sont considérés. Toutes les catégories d'exploitants et d'exploitations ne sont pas également exposées au risque d'avoir un produit inférieur aux charges. Mais il reste à déterminer quels enchaînements conduisent à des pertes.

D'autres travaux seraient à consacrer aux effets en terme de conditions de survie des exploitations et de pauvreté des ménages agricoles, au cours des diverses étapes de la carrière agricole. La pérennité d'exploitations non rentables est souvent permise par la solvabilité des ménages mais celle-ci implique de médiocres conditions d'existence.

Jean-Louis BRANGEON • Guenhaël JÉGOUZO  
• Bernard ROZE, INRA-ESR, Rennes.

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Blogowski A, Colson F, Dechambre B et al. *Amélioration de l'efficacité des concours publics à l'agriculture : les agriculteurs en difficulté*. Ministère de l'Agriculture - INRA, 1989, 2 vol.
- Brangeon JL, Jégouzo G. *La croissance des revenus non agricoles des agriculteurs*. INRA - Sciences Sociales, n° 2, mars 1992.
- Brangeon JL, Jégouzo G, Roze B. *Les bas revenus agricoles en France*. Economie et Statistique, n° 273, 1994, p. 29..
- Colson F, Blogowski A, Dorin B. *Les exploitations agricoles en situation financière difficile*. Revue de Droit Rural, n° 220, février 1994, p. 49.
- Guilbert Ph. *200 000 exploitations réalisent l'essentiel de l'investissement*. Agreste Cahiers, n° 8, 1991, p. 31-38.
- Landré Ph. *Résultats économiques des exploitations agricoles en 1982*. Collections de Statistique Agricole, étude n° 240, 1984.
- Strickland R.P. *The Negative Income of Small Farms*. Agricultural Economics Research, 35 (1), 1983, p. 52..

#### 21. Définition des seuils de risque

	Service de la dette /Produit brut	Dette totale /Actif total	Dette CT /Actif circulant
Seuil d'alerte	15 %	60 %	50 %
Seuil critique	20 %	80 %	100 %

Source : Colson et al. (1994).

19. Selon la méthode K means ; cf. Roux (M.) 1993. - Classification des données d'enquêtes. In Grangé D. Lebart L. (Ed.). Traitements statistiques des enquêtes. Dunod, Paris, pp. 91-112.

20. Les résultats détaillés sont disponibles auprès des auteurs.